

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SIXIÈME SESSION

Documents officiels



SIXIÈME COMMISSION, 263°

SEANCE

Mardi 4 décembre 1951, à 15 h. 30

Palais de Chaillot, Paris

SOMMAIRE

	Page
Hommage rendu à la mémoire de Mlle Elisabeth Scheltema	65
Etude des méthodes et procédés employés par l'Assemblée générale pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction (A/1897 et A/1929) [suite]	65

Président : M. Manfred LACHS (Pologne).

Hommage rendu à la mémoire de Mlle Elisabeth Scheltema

1. Le **PRESIDENT** fait part à la Commission du décès de Mlle Elisabeth Scheltema, fonctionnaire au Département juridique du Secrétariat, et rend hommage à sa mémoire.

2. M. ROLING (Pays-Bas) et M. AMADO (Brésil) rappellent à la Commission le dévouement sans bornes de Mlle Scheltema à l'idéal des Nations Unies et les précieux conseils que les représentants de la Sixième Commission ont toujours trouvés auprès d'elle.

3. M. MAKTO (Etats-Unis d'Amérique) associe sa délégation à ces hommages et suggère que l'Assemblée générale examine, à sa prochaine session, la possibilité de récompenser les services de fonctionnaires internationaux tels que Mlle Scheltema. Il propose que la Commission observe une minute de silence en sa mémoire.

La Commission observe une minute de silence en mémoire de Mlle Scheltema.

4. M. KERNO (Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique) remercie la Sixième Commission de l'hommage rendu à Mlle Scheltema, dont le dévouement aux principes des Nations Unies et le travail exemplaire inspireront le personnel du Secrétariat.

Etude des méthodes et procédés employés par l'Assemblée générale pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction (A/1897 et A/1929) [suite]

[Point 63*]

5. M. KOVALENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) approuve, au nom de sa délégation, les déclarations faites par le représentant de l'URSS (260^e séance) concernant les projets de résolution du Royaume-Uni (A/C.6/L.175 et A/C.6/L.176). Il critique le préambule du projet de résolution I (A/C.6/L.175) qui prétend, par la simple modification de méthodes et de procédures, atteindre l'un des buts visés dans le préambule de la Charte.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

6. De même que d'autres délégations, M. KOVALENKO ne pense pas qu'il soit possible de distinguer nettement les questions politiques des questions juridiques ou de dégager l'aspect juridique d'une question et de l'isoler de ses autres aspects. Parfois, les délégations ne parviennent même pas à se mettre d'accord sur le point de savoir si une question est ou n'est pas juridique.

7. La délégation du Royaume-Uni n'a proposé aucun moyen nouveau pour corriger les erreurs qu'elle prétend relever. Au cas où les projets de cette délégation seraient adoptés, la Sixième Commission serait surchargée de travail. M. KOVALENKO signale en outre le grave danger qu'il y aurait à soumettre à un groupe d'experts juridiques les documents indiqués au paragraphe 3 du projet de résolution I du Royaume-Uni. La compétence que ce projet envisage de leur confier est beaucoup trop étendue.

8. M. KOVALENKO critique également le projet de résolution II du Royaume-Uni (A/C.6/L.176). Conformément à l'article 44 du règlement intérieur, le Bureau de l'Assemblée est seul compétent pour apporter des modifications de forme aux résolutions de l'Assemblée générale.

9. La délégation de la RSS d'Ukraine votera donc contre les projets de résolution du Royaume-Uni.

10. M. FITZMAURICE (Royaume-Uni) indique que sa réponse aux membres de la Commission sera d'ordre général.

11. En prenant l'initiative de proposer l'examen de la question dont la Commission est saisie, la délégation du Royaume-Uni savait qu'elle s'attirerait de vives critiques et rencontrerait une opposition acharnée. Mais elle regrette que certaines critiques aient été aussi injustes, allant même jusqu'à déguiser les intentions du Royaume-Uni. M. Fitzmaurice s'étonne des opinions qu'ont exprimées certains membres de la Sixième Commission qui, pourtant, sont des juristes. Presque tous ont reconnu l'importance et la gravité du problème, mais il en est peu qui aient admis la possibilité d'y porter remède.

12. M. Fitzmaurice est surpris de constater que plusieurs membres acceptent en fait de voir disparaître la Sixième Commission; en effet, ils prétendent ignorer ce qu'est une question juridique ou déclarent, en tout cas, qu'il est inutile de réserver les questions juridiques à la Sixième Commission.

13. M. Fitzmaurice reconnaît que toutes les commissions de l'Assemblée générale sont des commissions politiques, mais il estime qu'il s'agit d'un caractère qui leur est commun et qu'en outre, chacune d'elles, est soit plus spécialement politique, soit économique, soit sociale, soit financière, soit juridique.

14. M. Fitzmaurice déclare ne pas comprendre comment des juristes peuvent se prétendre incapables de distinguer les questions juridiques des questions non juridiques ou de pouvoir séparer les éléments juridiques d'avec les autres éléments d'une question donnée. Il cite l'exemple de la dénonciation d'une clause d'un traité qui pose tout d'abord un problème juridique à l'autre partie contractante, puis un problème politique dès qu'il s'agit de l'action à entreprendre en conséquence. De même, l'Assemblée générale s'efforce sans cesse de fonder sur des principes juridiques des solutions de caractère politique. M. Fitzmaurice pense qu'en insistant sur cet argument, la Commission signe son arrêt de mort. L'une des interventions de la séance précédente, qui lui a paru particulièrement cynique, semble constituer une véritable trahison de l'esprit juridique.

15. Certaines délégations ont exprimé la crainte que l'adoption des propositions du Royaume-Uni n'ait pour résultat de surcharger l'ordre du jour de la Sixième Commission, car, a-t-on dit, toutes les questions présentent un aspect juridique. Mais, en fait, les propositions de la délégation du Royaume-Uni se bornent à certains cas bien précis.

16. D'aucuns allèguent qu'en adoptant le projet de résolution I on retarderait les travaux de l'Assemblée. Or, la Sixième Commission a toujours terminé ses travaux à temps. La tâche de l'Assemblée générale se trouverait au contraire simplifiée si l'ordre du jour de la Sixième Commission était plus chargé. Certaines délégations soutiennent que les aspects juridiques des questions ne devraient pas être réservés à la Sixième Commission puisque les délégations comprennent des juristes qui peuvent à cet égard conseiller les membres des autres commissions. M. Fitzmaurice estime que le caractère de ces autres commissions ne se trouve pas modifié par cette manière d'agir et que la Sixième Commission est seule qualifiée pour procéder à un examen juridique.

17. Il s'agit surtout d'un problème de répartition des points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Certains veulent laisser le Bureau de l'Assemblée agir seul à cet égard. Le fait que le Président de la Sixième Commission est membre du Bureau ne suffit pas à garantir que les intérêts de cette commission seront pris en considération puisque les décisions du Bureau sont prises à la majorité. Tel, du reste, a été le cas pour le projet de protocole relatif au statut des apatrides, question juridique renvoyée à la Troisième Commission par l'Assemblée générale au cours de sa 342^e séance plénière.

18. Le problème se pose également pour les questions non juridiques que la délégation du Royaume-Uni propose d'attribuer conjointement à la Sixième Commission et à une commission compétente. Certaines délégations ont critiqué la solution apportée à cette difficulté par l'institution de séances mixtes, mais sans avancer de raisons valables. Or, à la présente session, la Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions a déjà inscrit une demi-douzaine de points à son ordre du jour, ce qui démontre la possibilité de cette solution.

19. Certaines délégations redoutent tellement que le droit ne règne en maître à l'Assemblée générale qu'elles ne l'admettent même pas comme serviteur. M. Fitzmaurice estime que l'équilibre est actuellement rompu au

détriment du juridique. Certaines questions essentiellement juridiques échappent à la Sixième Commission. On a parfois le sentiment que l'Assemblée va jusqu'à vouloir ignorer l'état juridique d'un problème. Cette situation subsistera tant qu'aucune règle précise n'aura été posée. A l'heure actuelle, la répartition des questions entre les différentes commissions se fait au hasard. Les propositions du Royaume-Uni sont destinées à porter remède à cet état de choses. Certes, ainsi que l'a indiqué le représentant de la France (259^e séance), il faut conserver un certain équilibre entre les commissions et c'est précisément cet équilibre que cherchent à assurer les propositions du Royaume-Uni.

20. M. Fitzmaurice examine ensuite les critiques adressées au projet de résolution II du Royaume-Uni (A/C.6/L.176). Toute conférence internationale chargée d'élaborer un instrument diplomatique en confie la rédaction à un comité composé en majorité d'experts juridiques. Cette tâche n'est jamais confiée uniquement au secrétariat de la conférence ou à un rapporteur. Pourquoi l'Assemblée générale ne se conformerait-elle pas à cette sage coutume, comme le fait l'Organisation internationale du Travail ? Un comité de l'Assemblée, chargé de coordonner les résolutions adoptées par toutes les commissions, paraît nécessaire. Sinon l'Assemblée continuera de suivre des pratiques fâcheuses.

21. En terminant, M. Fitzmaurice indique que la délégation du Royaume-Uni est prête à accepter toutes les suggestions tendant à améliorer ses projets de résolution. Si ses observations ont parfois été sévères, c'est que la tâche de la Sixième Commission lui tient particulièrement à cœur. Le représentant du Royaume-Uni exprime l'espoir que les résultats du débat qui s'est déroulé contribueront à l'amélioration des travaux de la Sixième Commission.

22. M. RIVEIRA SCHREIBER (Pérou) félicite la délégation du Royaume-Uni de son initiative. La délégation du Pérou estime, que pour répondre aux objectifs énoncés dans le préambule de la Charte, il faut améliorer les procédures existantes en tenant davantage compte des considérations juridiques. Il faut, par conséquent, rechercher le moyen de parvenir à ce résultat. Les critiques que les projets du Royaume-Uni ont soulevées montrent la complexité du problème ; mais un terrain d'entente est possible. Certains amendements déjà présentés simplifient et améliorent les propositions du Royaume-Uni. Il faudra les étudier de façon approfondie. La délégation du Pérou est favorable à la création d'une commission spécialement chargée d'examiner tous les aspects du problème et de présenter un rapport à la septième session de l'Assemblée générale. C'est pourquoi la délégation du Pérou appuiera le projet de résolution présenté par les Pays-Bas (A/C.1/L.186) qui préconise cette solution.

23. M. P. D. MOROZOV (Union des républiques socialistes soviétiques) voudrait présenter quelques observations à propos de l'intervention que vient de faire le représentant du Royaume-Uni et répondre à la question que lui a posée, à la 261^e séance, le représentant des Etats-Unis.

24. Il constate que trente-cinq délégations ont commenté les projets de résolution du Royaume-Uni, mais qu'aucune n'a accepté la totalité des dispositions qui y figurent. La déclaration que vient de faire le représentant du Royaume-Uni ne contient aucun argument nouveau permettant de modifier cette attitude. Ne pouvant réfuter les critiques dont les projets de résolution de sa délégation ont fait l'objet, le représentant du Royaume-Uni a dû, prenant

un ton vif, avoir recours aux reproches, prouvant ainsi le bien-fondé de ces critiques.

25. Lorsqu'il a présenté le projet de résolution I du Royaume-Uni (256^e séance), Sir Lionel Heald a dit que, s'adressant à des juristes, « il prêchait des convertis » ; M. Fitzmaurice dit maintenant que sa délégation savait fort bien qu'en soulevant cette question, elle allait provoquer une nuée de critiques. On relève là une contradiction évidente.

26. M. Morozov s'étonne des paroles vives qu'a prononcées le représentant du Royaume-Uni. M. Fitzmaurice a dit, à propos d'une des plus brillantes interventions de la séance précédente, que c'était la déclaration la plus cynique qu'il eût jamais entendue. Il s'agit pourtant d'une des analyses les plus remarquables des projets de résolution du Royaume-Uni, même si toutes les conclusions n'en sont pas acceptables. Bien que M. Fitzmaurice n'ait pas donné de précisions, il ne fait aucun doute qu'il s'agit de l'intervention du représentant de la Belgique.

27. Il semblerait, à entendre le représentant du Royaume-Uni que, si ses projets de résolution n'étaient pas adoptés, il n'y aurait aucun espoir de parvenir à une solution satisfaisante en ce qui concerne les méthodes employées par l'Assemblée pour traiter des questions juridiques. Cette attitude pessimiste ne se justifie pas. Le Bureau de l'Assemblée a sans doute commis des erreurs dans le passé, mais on peut cependant faire confiance à son bon sens. Il a d'ailleurs renvoyé à la Sixième Commission des questions juridiques à incidences politiques très importantes, telles que le projet de déclaration sur les droits et devoirs des Etats et le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité.

28. Il est excessif aussi d'affirmer que, parce qu'elle a critiqué les projets de résolution du Royaume-Uni, la Sixième Commission commet un acte de suicide. Il est injuste enfin de l'accuser d'avoir failli à son devoir.

29. M. Morozov constate que la méthode proposée par la délégation du Royaume-Uni ne pourrait qu'apporter le chaos dans l'examen des questions juridiques par l'Assemblée générale. La méthode actuelle est défectueuse certes, mais comme l'ont souligné de nombreux orateurs, le remède proposé est pire que le mal. Il est absurde de prétendre que les auteurs de ces critiques pertinentes nient les principes du droit international et de la Charte.

30. Répondant ensuite au représentant des Etats-Unis, M. Morozov juge fort claire l'intention qui est à la base de la question qu'a posée celui-ci : le représentant de l'URSS accepterait-il de renvoyer devant la Cour internationale de Justice les questions à propos desquelles des violations de la Charte ont été commises ? Il s'agit là d'une simple manœuvre ; au lieu de citer des faits concrets pour réfuter l'accusation de violation de la Charte, le représentant des Etats-Unis déplace la question. Il sait fort bien que la délégation de l'URSS ne peut répondre à sa question par l'affirmative, puisque, aux termes de son statut, la Cour n'est pas une juridiction devant laquelle on peut faire appel des décisions de l'Assemblée générale, puisque, en outre, elle n'est pas compétente pour interpréter les dispositions de la Charte, et puisque, enfin, c'est aux organes des Nations Unies qu'il appartient, lorsqu'ils appliquent des dispositions de la Charte, de les interpréter. Le représentant des Etats-Unis voulait uniquement provoquer cette réponse négative pour en tirer des arguments spectaculaires et esquiver ainsi un examen véritable des nombreuses violations de la Charte qui sont reprochées à son pays.

31. Revenant à la question des méthodes employées par l'Assemblée pour traiter des questions juridiques, M. Morozov se réjouit de l'échange d'idées intéressantes qui a eu lieu à la Commission et dont l'utilité est évidente, même si l'on ne parvient pas immédiatement à une solution constructive.

32. M. VAN GLABBEKE (Belgique), se référant aux paroles du représentant de l'URSS, qui a laissé entendre que certaines remarques regrettables du représentant du Royaume-Uni s'adressaient à la délégation de la Belgique, précise que cette dernière n'attache aucune importance à des observations de ce genre et ne s'intéresse qu'aux arguments proprement dits. Il pense que des juristes qui ont connu dans leur pays la lourde responsabilité du pouvoir peuvent, sans pour cela renier une profession qu'ils respectent profondément, avoir, sur des problèmes juridiques ou autres, des vues différentes de celles de spécialistes qui, si dévoués soient-ils à leur cause, n'ont pas connu cette responsabilité.

33. La délégation belge désire vivement que le débat général conduise à un résultat positif et elle continuera à faire de son mieux pour permettre à la Commission de trouver une solution satisfaisante.

34. Le PRESIDENT déclare close la discussion générale et invite les membres de la Commission à voter sur les divers projets de résolution et amendements.

35. Il s'agit, tout d'abord, du projet de résolution I du Royaume-Uni (A/C.6/L.175) et des amendements de la Suède (A/C.6/L.177), du Chili et de Cuba (A/C.6/L.180), du Canada (A/C.6/L.181), de la France (A/C.6/L.182), et de la Belgique (A/C.6/L.183) ; il s'agit ensuite du projet de résolution II du Royaume-Uni (A/C.6/L.176) et des amendements de la Suède (A/C.6/L.178) et de l'Iran (A/C.6/L.185). Viennent ensuite les projets de résolution du Salvador (A/C.6/L.179), du Venezuela (A/C.6/L.184) et des Pays-Bas (A/C.6/L.186) et l'amendement commun à ce dernier projet présenté par l'Afghanistan, l'Arabie saoudite, la Birmanie, l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, le Liban, le Pakistan, la Syrie et le Yémen (A/C.6/L.187).

36. Le Président invite le représentant des Pays-Bas à présenter son projet de résolution.

37. M. RÖLING (Pays-Bas) rappelle qu'il a déclaré, à la 261^e séance, qu'il déposerait deux projets de résolutions distincts, l'un concernant la question traitée dans le projet de résolution I du Royaume-Uni, l'autre concernant la question traitée dans le projet de résolution II du Royaume-Uni.

38. Se rendant compte du fait qu'il serait plus facile pour de nombreux représentants d'accepter seulement le premier projet de résolution, M. Röling a renoncé à présenter le deuxième projet, étant donné d'ailleurs que le comité spécial dont la création est envisagée pourra s'occuper de la question qui y était traitée. Il donne lecture, à l'intention de ce comité, du texte qu'il se proposait de soumettre :

« L'Assemblée générale,

« Considérant qu'il est nécessaire d'assurer la plus grande unité de style, de forme et de langage dans les résolutions de l'Assemblée générale et la plus grande précision en ce qui concerne les termes techniques employés dans ces résolutions,

« Rappelant la résolution 183 (II) de l'Assemblée générale, en date du 20 octobre 1947, concernant l'utilisation des services du Secrétariat,

« Estimant que le Secrétariat est l'organe consultatif

qualifié pour assurer l'uniformité et la correction dans la rédaction de ces résolutions,

« *Recommande* aux commissions de l'Assemblée d'utiliser le plus possible les services des experts juridiques du Secrétariat ;

« *Invite* le Secrétariat à donner des avis, au cours des débats des commissions et de l'Assemblée siégeant en séance plénière, sur les questions de style, de forme et de langage et sur l'emploi des termes techniques dans les résolutions. »

39. C'est avec regret que M. Røling a renoncé à ce que la Sixième Commission apporte dès à présent une solution à cette question. Il est peut-être sage cependant de ne pas prendre de décision rapide.

40. Le projet de résolution des Pays-Bas (A/C.6/L.186) n'appelle pas de longs commentaires. Il propose la création d'un comité chargé d'examiner, avec l'aide du Secrétariat, la question dans son ensemble et de faire rapport à la septième session de l'Assemblée. La délégation des Pays-Bas n'a pas fixé de délais pour la présentation de ce rapport ; mais il faudrait que les gouvernements le reçoivent suffisamment tôt pour pouvoir l'étudier avant la session.

41. Dans un désir de conciliation et afin de réunir la plus large majorité possible, M. Røling accepte les amendements contenus dans le document A/C.6/L.187 et demande à ceux qui se sont déclarés en faveur de son projet de résolution de les accepter eux aussi.

42. Il demande aux auteurs des autres projets de résolution et amendements d'accepter que le projet de résolution de sa délégation soit mis aux voix le premier, ce qui permettrait à la Commission, si elle adoptait ce projet, d'éviter de longues discussions. Il présente une proposition formelle en ce sens.

43. M. FITZMAURICE (Royaume-Uni) dit que la délégation du Royaume-Uni est prête à accepter que le projet de résolution présenté par les Pays-Bas soit mis aux voix le premier.

44. M. TOBAR CHAVES (Colombie) déclare qu'en raison du grand nombre de propositions et d'amendements soumis à la Commission, la délégation colombienne propose la création d'une sous-commission composée des auteurs des divers projets de résolution et amendements. Cet organisme serait chargé d'examiner les divers textes, le cas échéant, de concert avec le Secrétariat, afin d'élaborer un texte unique sur lequel la Commission pourrait alors se prononcer.

45. Il convient de ne pas oublier que la question a une importance toute particulière si l'on considère que les décisions prises influenceront sur les travaux de l'Assemblée générale ; c'est là un motif suffisant pour la régler le plus tôt possible. En outre, l'échange de vues auquel il a été procédé au cours de la discussion générale doit permettre d'arriver à une solution propre à porter remède aux défauts que comportent les méthodes de travail de l'Assemblée. Enfin, la question, pour si complexe qu'elle soit, ne soulève que des difficultés d'ordre technique et non d'ordre politique, difficultés qui peuvent sans doute être résolues immédiatement.

46. Il serait regrettable de voir la Sixième Commission s'avouer incapable de prendre une décision en la matière à la présente session, renonçant ainsi à tirer profit de l'initiative prise par le Royaume-Uni et de la bonne volonté dont ont fait preuve toutes les délégations, particulièrement celles qui ont présenté des projets de résolution ou des amendements.

47. M. BERNSTEIN (Chili) précise que sa délégation accepte que le projet de résolution des Pays-Bas soit mis aux voix le premier, mais que cette acceptation ne veut pas dire que la délégation chilienne appuie ce projet de résolution ; à ce sujet, M. Bernstein se réserve le droit de prendre la parole lorsque ledit projet viendra en discussion.

48. M. PEREZ PEROZO (Venezuela), M. ASTROM (Suède), M. CHAUMONT (France) et M. VAN GLABBEKE (Belgique) acceptent que le projet de résolution des Pays-Bas soit mis aux voix le premier.

49. M. HERRERA BAEZ (République dominicaine), M. ABDOH (Iran) et M. BENNETT (Canada) acceptent que le projet de résolution des Pays-Bas soit mis aux voix le premier ; ils précisent que leurs délégations respectives voteront d'ailleurs pour ce projet.

50. M. MENDEZ (Philippines) rappelle qu'à la 261^e séance, il avait présenté une suggestion analogue à celle que vient de faire le représentant de la Colombie ; néanmoins, il a renoncé à cette proposition en faveur du projet de résolution présenté par les Pays-Bas. Il accepte donc, lui aussi, que ce projet de résolution soit mis aux voix le premier.

51. M. TOBAR CHAVES (Colombie) se déclare prêt à accepter que la Commission se prononce d'abord sur le projet de résolution des Pays-Bas.

52. M. KERNO (Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique) fait observer que tous les projets de résolutions et amendements qui ont été soumis, à l'exception du projet de résolution des Pays-Bas, posent la question préalable de savoir s'il faut renvoyer le problème à la prochaine session de l'Assemblée ou si, au contraire, la Sixième Commission doit prendre une décision définitive à la présente session.

53. Sans vouloir influencer la décision des membres de la Commission, qui sont seuls juges pour savoir si la complexité de la question exige qu'un comité spécial soit chargé d'étudier celle-ci après la clôture de la session en cours, M. Kerno fait observer que la multiplication des comités et, par conséquent, la répétition des discussions amènent un certain encombrement et entraînent de nouvelles dépenses. Il semblerait donc préférable, au cas où on le jugerait possible, de régler, à la présente session, une question dont la Sixième Commission s'occupe depuis deux semaines et dont tous les aspects ont déjà été soigneusement étudiés.

54. Le PRÉSIDENT suggère à la Commission de se prononcer en premier lieu sur le projet de résolution des Pays-Bas, puisque les auteurs des divers projets de résolutions et amendements ont accepté cette procédure ; si ce projet est rejeté, la Commission devra alors procéder à l'examen des autres projets de résolutions et amendements et une sous-commission sera désignée à cette fin, ainsi que l'ont suggéré plusieurs représentants.

55. M. MOUSSA (Egypte) tient, avant que la Commission ne vote, à remercier le représentant des Pays-Bas d'avoir accepté l'amendement commun qui porte la cote A/C.6/L.187, faisant ainsi preuve d'un esprit pratique et réaliste et facilitant, dans une large mesure, les travaux de la Commission. Le fait même que cet amendement ait été accepté par la délégation des Pays-Bas rend inutiles toutes explications à son sujet, sauf à préciser qu'en fixant à quinze au lieu de onze le nombre des membres du comité, les auteurs de l'amendement en question ont pensé donner à ce comité une composition plus adéquate.

56. M. BERNSTEIN (Chili) voudrait, avant que la Commission ne vote, déclarer que sa délégation regrette

terait vivement de voir la Sixième Commission ajourner la décision sur cette question jusqu'à la prochaine session de l'Assemblée générale. Il rappelle qu'au cours de la discussion, nombre d'orateurs ont reconnu que les projets de résolution du Royaume-Uni contenaient certaines idées très intéressantes et que certaines parties de ces projets ont rencontré l'accord unanime des divers représentants. On a reconnu, en particulier, la nécessité d'une participation de la Sixième Commission à la rédaction des demandes d'avis consultatifs à la Cour internationale de Justice et des demandes de rapport à la Commission du droit international; c'est en se fondant sur cet accord que la délégation chilienne avait présenté, conjointement avec la délégation cubaine, un certain nombre d'amendements (A/C.6/L.180) au projet de résolution I du Royaume-Uni. A cet égard, la délégation chilienne, désireuse d'arriver à une solution, n'aurait pas hésité à renoncer à ses propres propositions pour appuyer le projet de résolution du Venezuela (A/C.6/L.184). De son côté, la délégation du Royaume-Uni eût sans doute été toute prête à faire preuve de compréhension et à admettre que la majorité de la Commission ne souhaitait pas la création d'un comité de coordination, dont l'utilité paraît pourtant incontestable à M. Bernstein.

57. Il semble donc bien qu'il eût été possible d'arriver à une solution de compromis sans avoir recours à une procédure comme celle que suggère le projet de résolution des Pays-Bas, dont l'adoption — mieux vaut ne pas se le dissimuler — ne fait aucun doute. La Sixième Commission, en « escamotant » cette question, tout comme elle a escamoté l'étude de la déclaration sur les droits et devoirs des Etats, cède à une tendance qui n'est que trop fréquente et qui porte gravement atteinte au prestige de l'Organisation des Nations Unies. Il y a lieu de se demander si la question des réserves aux conventions multilatérales subira le même sort et il est affligeant de constater qu'après s'être plainte d'être traitée comme la plus petite des commissions de l'Assemblée et d'avoir un ordre du jour trop réduit, la Sixième Commission fait preuve d'un tel manque de courage. On ose à peine le dire, mais il semble bien que le représentant du Royaume-Uni ait raison et que, si l'on proposait un jour de supprimer la Sixième Commission, celle-ci aurait peu d'arguments convaincants à faire valoir en faveur de son maintien.

58. Pour ces raisons, M. Bernstein votera contre le projet de résolution présenté par la délégation des Pays-Bas et appuiera la suggestion visant la création d'une sous-commission chargée d'étudier la question à la présente session.

59. Le PRÉSIDENT déclare qu'à la demande du représentant du Royaume-Uni, il va être procédé au vote par division sur le projet de résolution des Pays-Bas, modifié par l'amendement commun (A/C.6/L.187). La Commission

se prononcera en premier lieu sur le premier considérant; en deuxième lieu, sur le deuxième considérant et sur le premier paragraphe du dispositif; en troisième lieu, sur le paragraphe 2 du dispositif; enfin, sur le paragraphe 3 du dispositif. Elle se prononcera ensuite sur l'ensemble du projet de résolution amendé.

Par 41 voix contre 9, avec 3 abstentions, le premier considérant est adopté.

Par 46 voix contre 5, avec 3 abstentions, le deuxième considérant et le premier paragraphe du dispositif sont adoptés.

Par 44 voix contre 6, avec 3 abstentions, le paragraphe 2 du dispositif est adopté.

Par 45 voix contre 5, avec 3 abstentions, le paragraphe 3 du dispositif est adopté.

Par 46 voix contre 6, avec 3 abstentions, l'ensemble du projet de résolution amendé est adopté.

60. Le PRÉSIDENT déclare qu'il soumettra à la Commission, à une prochaine séance, une liste des Etats qui pourraient être représentés au Comité spécial. Cette liste tiendra dûment compte de l'intérêt manifesté par les diverses délégations au cours de la discussion, ainsi que du principe de la répartition géographique.

61. M. FITZMAURICE (Royaume-Uni), expliquant son vote, déclare qu'il partage en grande partie la manière de voir du représentant du Chili mais que, soucieux de ne pas imposer le point de vue de sa délégation et conscient des nombreuses difficultés pratiques que soulève la question, il a finalement accepté l'idée de créer un comité spécial qui présenterait son rapport à la prochaine session; il a donc voté pour l'ensemble du projet de résolution amendé des Pays-Bas. Par contre, M. Fitzmaurice a voté contre le premier considérant, parce qu'il préférerait les deux considérants du texte initial du projet de résolution des Pays-Bas. Lors du vote sur le paragraphe 2 du dispositif, M. Fitzmaurice a préféré s'abstenir.

62. M. WYNES (Australie) explique qu'il a voté contre le projet de résolution amendé des Pays-Bas parce que sa délégation aurait souhaité que la question fût résolue à la présente session sans qu'il soit fait appel à un comité spécial entraînant des dépenses supplémentaires et un retard. La question a déjà été longuement débattue et, dans ces conditions, son renvoi à un comité spécial, puis à la prochaine session de l'Assemblée générale, conduirait à un double emploi.

63. M. ASTROM (Suède) déclare que, pour les raisons qu'a exposées le représentant du Royaume-Uni, il a voté contre le premier considérant, mais pour l'ensemble du projet de résolution amendé des Pays-Bas.

La séance est levée à 18 h. 20.